

**Point de presse de la porte-parole -
Union européenne/Remise du prix
Louise Weiss du journalisme
européen par Mme Nathalie
Loiseau -
Nouvelle-Zélande/Entretien de M.
Jean-Baptiste Lemoyne avec le
ministre néo-zélandais du commerce
et de la croissance des exportations -
Tourisme/Ouverture du salon
"Rendez-vous en France" par M.
Jean-Baptiste Lemoyne - Nations
unies/37ème session du conseil des
droits de l'Homme -
Comores/Convocation de
l'ambassadeur
(Paris, 27 mars 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Union européenne - Remise du prix Louise Weiss du journalisme européen par Mme Nathalie Loiseau (Paris, 27 mars 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, remet le 27 mars à 18h30 au Quai d'Orsay le prix Louise Weiss du journalisme européen.

Créé en 2005 par la section française de l'association des journalistes européens avec le soutien actif du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, ce prix vise à encourager les journalistes à un traitement plus approfondi et plus pédagogique des sujets européens.

Il rend hommage à Louise Weiss (1893-1983), journaliste et Européenne engagée, qui a oeuvré pour des projets pionniers en faveur de la paix, du rapprochement franco-allemand et de l'unité européenne.

Les lauréats de cette année sont :

- Catégorie "reportage" : M. Charles Haquet pour "Balkans, l'ombre salafiste" (L'Express, mai 2017) ;

- Catégorie "décryptage" : Mme Elisa Perrigueur pour son enquête "Passage des mers" (Mediapart, 2017) ;

- Catégorie "jeune journaliste" : M. Joël Le Pavous pour son reportage "Komloska, paradis fiscal hongrois" (Sept.info, 2017).

Le prix Louise Weiss 2018 est dédié à la mémoire et au travail de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia, assassinée le 16 octobre 2017, et du reporter slovaque Jan Kuciak, assassiné le 25 février 2018.

2 - Nouvelle-Zélande - Entretien de M. Jean-Baptiste Lemoyne avec le ministre néo-zélandais du commerce et de la croissance des exportations (Paris, 27 mars 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu ce matin par téléphone avec le ministre néo-zélandais du commerce et de la croissance des exportations, M. David Parker.

Le projet d'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande a été au coeur de cet entretien. M. Jean-Baptiste Lemoyne a rappelé que la France était favorable au développement des échanges avec la Nouvelle-Zélande et à la conclusion d'un accord mutuellement bénéfique qui prenne en compte les sensibilités de chacun, notamment dans le secteur agricole et s'agissant de l'impact de l'accord sur les économies de nos collectivités du Pacifique.

Il a rappelé le souhait de la France que l'accord prenne pleinement en compte les impératifs de transparence vis-à-vis de l'opinion publique et des élus, de mise en oeuvre de l'accord de Paris et de responsabilité sociale des entreprises, conformément au plan d'action arrêté par le gouvernement à la suite de l'adoption de l'accord économique et commercial global conclu entre le Canada et l'Union européenne.

M. Jean-Baptiste Lemoyne et son interlocuteur ont également évoqué la situation du système multilatéral commercial pour souligner la nécessité de le préserver.

La France et la Nouvelle-Zélande entretiennent des relations étroites et anciennes, basées sur une identité de valeurs forgées sur les champs de bataille de la première guerre mondiale. Elles entretiennent un dialogue régulier sur la situation internationale. En 2017, la France a enregistré un excédent commercial avec la Nouvelle-Zélande de l'ordre de 49 millions d'euros.

3 - Tourisme - Ouverture du salon "Rendez-vous en France" par M. Jean-Baptiste Lemoyne (Paris, 27 mars 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires

étrangères, a ouvert le 27 mars à Paris le salon "Rendez-vous en France".

Evénement annuel de l'opérateur Atout France, "Rendez-vous en France" réunit chaque année les acteurs et professionnels français du secteur ainsi que plusieurs centaines de tour-opérateurs étrangers. Cette édition rassemble 947 tour-opérateurs issus de 69 pays et 750 exposants venus de la France entière. Près de 25.000 rendez-vous professionnels sont programmés.

L'année 2017 a confirmé la forte reprise de la fréquentation touristique internationale sur le territoire français avec un record de près de 89 millions de visiteurs étrangers. La fréquentation internationale des hébergements collectifs (hôtels, campings et meublés) progresse de 6,8%, avec des évolutions significatives selon les nationalités et le retour remarqué de certaines clientèles, notamment en provenance d'Allemagne (+9,9%), d'Espagne (+11,3%), d'Italie (+9,2%), des Etats-Unis (+16%), de Chine (+19,3%), du Japon (+22,1%) et de Russie (+32,9%).

À ce jour, l'état des réservations aériennes pour 2018 est toujours orienté à la hausse, avec une progression de 10% sur les 6 prochains mois.

Ces bons chiffres sont le résultat d'efforts conjugués. Le plan de relance décidé en 2016 et déployé tout au long de l'année 2017 porte ses fruits. Les professionnels souhaitent maintenant pérenniser, pour la promotion du tourisme, la formule du partenariat public/privé entre l'Etat, les collectivités et les acteurs privés. Le gouvernement y est favorable, comme l'a confirmé le Premier ministre lors du dernier conseil interministériel du tourisme le 19 janvier dernier.

4 - Nations unies - 37ème session du conseil des droits de l'Homme

La France a participé à la 37ème session du conseil des droits de l'Homme des Nations unies qui s'est achevée le 23 mars 2018.

Les travaux ont en particulier porté sur la situation en Syrie, avec notamment un débat sur la situation dans la Ghouta orientale. Ils ont permis de renouveler le mandat de la commission d'enquête internationale indépendante pour lutter contre l'impunité.

La France a également soutenu, avec ses partenaires de l'Union européenne, une résolution sur la situation préoccupante des droits de l'Homme en Birmanie, en particulier s'agissant des personnes appartenant à la minorité rohingya. Cette résolution demande au secrétaire général d'allouer les ressources nécessaires à la mission d'établissement des faits et de procéder au renouvellement du mandat de la rapporteuse spéciale, qui a fait l'objet d'un vote à l'appel de la Chine.

Plusieurs mandats importants ont été renouvelés (experts indépendants sur la situation des droits de l'Homme au Mali, rapporteur spécial pour les droits de l'Homme en Iran, commission sur les droits de l'Homme au Soudan du Sud).

De nombreux textes portant sur les priorités françaises ont été adoptés : droits de l'enfant dans le contexte des crises humanitaires, prévention de la torture, terrorisme et droits de l'Homme, droits culturels et protection du patrimoine culturel, droits de l'Homme en matière environnementale.

La France est candidate au conseil des droits de l'Homme pour le triennium 2021-2023.

5 - Comores - Convocation de l'ambassadeur (Paris, 26 mars 2018)

M. Mohamed Soulaïmana, ambassadeur de l'Union des Comores en France, a été convoqué le 26 mars au cabinet du ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Il lui a été rappelé notre grave préoccupation quant aux conséquences pour Mayotte des mesures notifiées la semaine dernière par les autorités comoriennes.

Nous réitérons fermement notre demande de levée immédiate de ces mesures qui empêchent le retour de ressortissants comoriens entrés irrégulièrement à Mayotte.

Au-delà des mesures que nous demandons aux autorités comoriennes de prendre immédiatement, nous sommes déterminés à faire progresser la coopération régionale conformément aux orientations fixées lors du dernier comité interministériel pour la coopération internationale et le développement, dans l'intérêt mutuel de la France et des Comores./.